

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



samedi 27 juillet 2013

Le Congo-Brazzaville s'est offert une tribune d'envergure internationale, le Forum Forbes Afrique 2013

Jean de Dieu MOSSINGUE

Est-ce pour permettre de traiter ses difficultés économiques et donner confiance et espoir aux populations ?

Brazzaville, capitale de la république du Congo a ouvert un forum international dénommé Forum Forbes Afrique 2013 le 23 juillet 2013, organisé par *Forbes Magazine*, par le biais de sa franchise Forbes Afrique lancée il y a un an à Brazzaville. Le forum a été animé par la journaliste française, Christine Ockrent, des invités de marque ont honoré la cérémonie de leur présence. Les personnalités ayant répondu à l'invitation étaient nombreuses, parmi elles, l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Koffi Annan qui est intervenu à la tribune, l'ancien patron de la United Bank for African Toni Elimu, le patron d'Africa Search, les anciens premiers ministres de Jacques Chirac, Dominique de Villepin et Jean Pierre Raffarin, l'ancien Directeur général de l'Agence française de développement, Dov Zérah, le Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie et ancien président du Sénégal, Abdou Diouf, l'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt.

Hormis ces hôtes de marque, d'autres ont répondu à l'appel et sont intervenus. Il s'agit de Didier Acouetey, Président du Groupe AfricSearch qu'il a fondé en 1996, une structure spécialisée dans la détection de talents et la gestion des ressources humaines pour l'Afrique ; l'éthiopienne Bethlehem Tilahun Alemu, co-fondatrice et PDG de l'entreprise SoleRebels, premier fabricant de chaussure 100% *made in Ethiopia* à être certifié Commerce Equitable par le World Fair Trade Organization (WFTO) ; le togolais Ahlin Byll-Cataria, Secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADE), institution chargée d'impulser des politiques et des pratiques innovantes pour un changement qualitatif de l'éducation en Afrique ; le nigérian Alhaji Aliko Dangote, fondateur et Président Directeur Général du groupe Dangote, l'une des plus grandes entreprises panafricaines, composée actuellement de 13 filiales basées au Nigeria, et développant des activités dans le ciment, l'agroalimentaire et les boissons, les produits manufacturés, la logistique, l'immobilier, les télécommunications, l'acier et les hydrocarbures ; le nigérian Tony O. Elumelu, entrepreneur nigérian et philanthrope, président aux destinées de l'entreprise Heirs Holding ; le camerounais André Fotso, Président du Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam), et Président-Directeur général de TAF Investment Group, holding regroupant depuis 2009, les entreprises créées et dirigées par

lui ; le camerounais Gaston Kelman, consultant, conférencier international et écrivain, ayant exercé pendant 10 ans les fonctions de directeur de l'Observatoire du Syndicat d'Agglomération Nouvelle de la ville d'Evry en France ; le togolais Gervais Koffi-Djondo, Ancien ministre togolais de l'industrie et des sociétés d'État, Gervais Koffi Djondo, fondateur et président d'honneur d'« Ecobank » ; le camerounais Achille MBEMBE, professeur et membre du Wits Institute for Social & Economic Research (WISER) de l'Université sud-africaine du Witwatersrand à Johannesburg, et contributeur régulier à Public Culture, publication de Duke University, établissement où il enseigne par l'Histoire et les Sciences Politiques ; le sud-africain Patrice Motsepe, président-fondateur du groupe minier sud-africain African Rainbow Minerals, actif dans l'or, le platine et les métaux ferreux, occupant également des postes dans les conseils d'administration des plus grands groupes sud-africains, comme vice-président des assurances Sanlam et directeur non exécutif de la banque Absa et du groupe aurifère Harmony Gold ; le congolais Paul Obambi, président-directeur général et fondateur de Sapro Group, présent dans les secteurs de l'industrie, le pétrole, les services et le BTP qui est implanté au Congo, en Centrafrique, en RD Congo, en Côte d'Ivoire et le sera bientôt en Chine ; le français Lionel Zinsou, Membre du Comité Exécutif depuis 2008 et Président depuis 2009 de PAI Partners, société leader du Capital – Investissement en France.

Le thème principal abordé dans ce forum est « l'émergence des classes moyennes en Afrique » et le "financement des infrastructures, entrepreneuriat et nouveaux modes de consommation". Il s'est organisé autour de tables-rondes, ce qui suppose en filigrane le redressement en profondeur des économies et l'accentuation de leurs vitesses de croisière, ainsi que l'amplification du volume des croissances des pays africains, car de multiples opportunités subsistent et méritent d'être exploitées. Le président Denis Sassou Nguesso a également adressé des cartons d'invitation à plusieurs de ses pairs africains, cinq chefs d'États ont répondu présents à l'invitation et ont atterri à Brazzaville, il s'agit de Joseph Kabila du Congo Kinshasa (RDC, le voisin d'en face), Jacob Zuma de l'Afrique du Sud, Macky Sall du Sénégal, Blaise Compaoré du Burkina Faso et John Dramani Mahama du Ghana. D'autres personnalités comme Andrew Young, 14ème Ambassadeur des États Unies auprès des Nations Unies se sont déplacés pour cet événement. Si cet événement n'a pas mobilisé les chefs d'États africains, est-ce parce qu'ils n'étaient pas tous invités ou parce qu'il le situait dans l'ordre des hiérarchies de leur agenda au niveau secondaire ?

Ce forum vient consacrer la visibilité du pouvoir congolais et également le renforcer sur le plan international, et ce n'est que la suite logique de l'installation du groupe Forbes dans ce pays, car, l'édition africaine en français *Forbes Afrique*, a été lancée en 2012 à Brazzaville, par le groupe Forbes, une revue étasunienne créée en 1917, spécialisée dans les informations économiques et le classement des fortunes, l'édition africaine en anglais *Forbes Africa* ayant été lancée en 2011 à Johannesburg en Afrique du sud, éditée à Johannesburg en partenariat avec un groupe sud-africain. Le choix de l'Afrique du Sud supposait que ce pays se trouvant dans le groupe des BRICS a atteint un certain niveau acceptable de développement

économique et d'industrialisation et donc possède plusieurs hommes fortunés. Celui de Brazzaville est-il anodin ou suppose-t-il que l'équipe de Forbes a repéré l'existence de potentialités économiques qui, dans les jours, à venir favoriseront un décollage économique fulgurant et/ou que le pays possède également un nombre important de congolais fortunés ? Dans l'affirmative, qui sont ces heureux riches congolais, combien sont-ils et comment ont-ils fait pour le devenir au sein d'un océan de misère, étant donné qu'une littérature nombreuse condamne les faits de corruption généralisée ?

Il est important de relever le fait suivant, juste après le passage pendant le FESPAM de Rachida Dati, ancienne ministre de la justice sous la présidence Sarkozy, membre du parti politique français UMP, d'autres personnalités, membres de ce même mouvement politique ont répondu présent, Jean-François Copé, Jean Pierre Raffarin et dans une certaine mesure Dominique de Villepin, ont également suivi ce chemin, s'agit-il d'un « pèlerinage » politique ? Cela suscite dans certains médias de nombreuses interrogations, d'autant plus que des personnalités du parti socialiste ou d'autres partis politiques français ne sont pas présents. N'ont-ils pas été invités ou se sont-ils désistés comme Roland Dumas ? Sur la radio Africa n° 1, une vidéo circulant sur internet a même avancé l'idée selon laquelle Rachida Dati était allée à Brazzaville chercher de l'argent pour renflouer les caisses de l'UMP, envoyée par l'ancien président Nicolas Sarkozy. Est-ce plausible ? Ces médias se sont interrogés également sur le montant du cachet octroyé à Christine Ockrent qui n'a pas encore été dévoilé. Sera-t-il, dans un souci de transparence, communiqué aux populations congolaises ?

Les participants au forum ont-ils réellement intégré le fait que plus de 70% des Congolais vivent en dessous du seuil de pauvreté, même si plusieurs pays africains se trouvent dans la même position et que si en Afrique les classes moyennes vivent avec plus de 10 dollars par jour, ceux du Congo, les plus pauvres n'ont que moins d'un dollar par jour, que le salaire mensuel d'un médecin par exemple est de 80 000 francs CFA (moins de 150 euros) et que le Congo est classé 142ème à l'Indicateur de développement humain (IDH) du PNUD, malgré une dotation factorielle en ressources naturelles et énergétiques abondantes ? Comment dans ses conditions réduire les inégalités criardes et parvenir à faire émerger une classe moyenne capable de consommer et, par suite, de provoquer le démarrage d'une croissance forte contrôlée et le relèvement des investissements nécessaires à cette mise en route ? Une telle optique provoquerait une augmentation des profits, la création massive d'emplois et octroierait à l'État les moyens nécessaires à l'assouvissement de ses ambitions, ce qui instaurerait la confiance et installerait un cercle vertueux dans le fonctionnement de la machine économique nationale ? Pourront-ils déterminer efficacement quels sont les freins qui empêchent la machine de rouler correctement et comment faire pour les lever ? Et même, auront-ils la volonté d'appliquer ses solutions sans retomber dans les travers de la routine, du clientélisme, de la corruption ou de la concussion ?

La revue *Forbes Afrique Magazine* sera, selon ses dirigeants, dans un premier temps, un bimensuel et diffusée dans 23 pays francophones d'Afrique et sur d'autres continents, dont la France, la Belgique, la Suisse et le Canada, selon son rédacteur en chef Michel Lobé Ewané. En cas de succès sur ces marchés, elle sera transformée en mensuel. Ce forum a-t-il permis de trouver les solutions pérennes qui minent la santé des économies africaines et congolaise en particulier et aura-t-il fait que les congolais entrevoient dans des délais brefs les rayons de lumière du tréfonds d'un tunnel qui n'en finissait pas ?

Ce forum est une plate-forme d'échanges libres qui a pour objectif de réunir les décideurs économiques et politiques venus du monde entier, partageant le même intérêt pour l'Afrique et son développement économique et social. Parviendra-t-il à insuffler aux différents acteurs une nouvelle dynamique, une autre vision plus novatrice et qualitative du progrès pour instaurer une croissance économique durable qui permettra de répondre plus efficacement aux défis et besoins de l'ensemble des populations, afin de leur permettre de sortir durablement d'une pauvreté endémique, d'avoir des revenus conséquents et plus élevés, de participer activement au redressement économique et de favoriser un meilleur épanouissement des populations dans un environnement agréable et propre ?

Ce forum devrait être en mesure de dire quels sont les moyens qui devront être mobilisés et mis en œuvre, quels sont les buts poursuivis et comment faire et s'y prendre pour les atteindre. De pointer également le type d'environnement économique à mettre en place pour favoriser l'avènement d'une croissance économique durable et pérenne (ouverture et des marchés, qualité des infrastructures, gestion efficace et durable des ressources naturelles...). Enfin de se poser la question de savoir ce qu'il faut faire pour créer des activités nombreuses dans le secteur formel et faire en sorte que des entreprises innovantes se multiplient, se développent et réussissent.

Il s'agira en fait, pour notre part, de faciliter le financement de projets, de mettre en place des formations professionnelles adaptées aux capacités individuelles, des dispositifs qui lutteront contre les effets néfastes des chocs extérieurs, de lever les contraintes sociales et culturelles empêchant les individus ou certaines catégories des populations d'exprimer leurs talents et d'exploiter à fond leur potentiel, de mieux partager les richesses nationales, de lutter contre la corruption, d'améliorer la gouvernance et d'introduire la transparence. Il faut également améliorer le climat des affaires en rendant la réglementation juste afin d'éviter les procédures administratives excessives et d'empêcher l'ouverture des failles dans lesquelles s'engouffrerait la corruption.

<http://www.legrandsoir.info/le-congo-brazzaville-s-est-offert-une-tribune-d-envergure-internationale-le-forum-forbes-afrique-2013.html>